

Face à une corruption croissante, les Africains affirment risquer des représailles s'ils en parlent

Dépêche No. 743 d'Afrobarometer | Boniface Dulani, Gildfred Boateng Asiamah et Patrick Zindikirani

Résumé

La corruption figure parmi les plus grands défis de gouvernance et de développement auxquels sont confrontés les pays africains. Selon la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (2016), « étant à la fois le fruit et la cause d'une mauvaise gouvernance et de la faiblesse des institutions, la corruption constitue un des principaux facteurs qui entravent la transformation structurelle de l'Afrique ». Non seulement la corruption engendre la dilapidation des maigres ressources publiques qui pourraient être utilisées pour les services publics et un développement significatif, mais elle affaiblit également la démocratie en altérant la confiance du public en la capacité du gouvernement à agir dans le meilleur intérêt des citoyens (Transparency International, 2022 ; Mhaka, 2022). Les plates-formes électorales font souvent de l'élimination de la corruption une promesse de campagne populaire, et pourtant les études classent systématiquement l'Afrique comme la région la plus corrompue du monde (Mokgonyana, 2023).



Dans ce contexte, comment les Africains lambda perçoivent-ils les tendances de la corruption et la performance gouvernementale concernant la lutte contre ce fléau ? A quel point les citoyens se sentent-ils en sécurité en dénonçant les actes de corruption auxquels ils sont confrontés ?

Les résultats des enquêtes Afrobarometer les plus récentes, réalisées dans 39 pays en 2021/2023, révèlent que la majorité des Africains affirment que la corruption s'est accrue dans leur pays au cours de l'année précédente, et la plupart ne voient guère d'amélioration dans les faibles performances de leur gouvernement quant à la lutte contre ce fléau. Parmi les principales institutions publiques, c'est la police qui est le plus souvent considérée comme corrompue. Les appréciations varient considérablement d'un pays à l'autre, le Gabon, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Libéria et l'Ouganda affichant des perceptions de la corruption parmi les plus élevées.

Un grand nombre de citoyens déclarent devoir verser des pots-de-vin pour accéder aux services publics, et la plupart d'entre eux affirment que les personnes qui dénoncent les cas de corruption aux autorités s'exposent à des représailles.

Pour les décideurs politiques et la société civile, ces résultats soulignent la nécessité de redoubler d'efforts pour lutter contre la corruption et d'améliorer les stratégies visant à renforcer le sentiment de sécurité des citoyens qui dénoncent la corruption.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la

démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national de 1.200 à 2.400 adultes qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

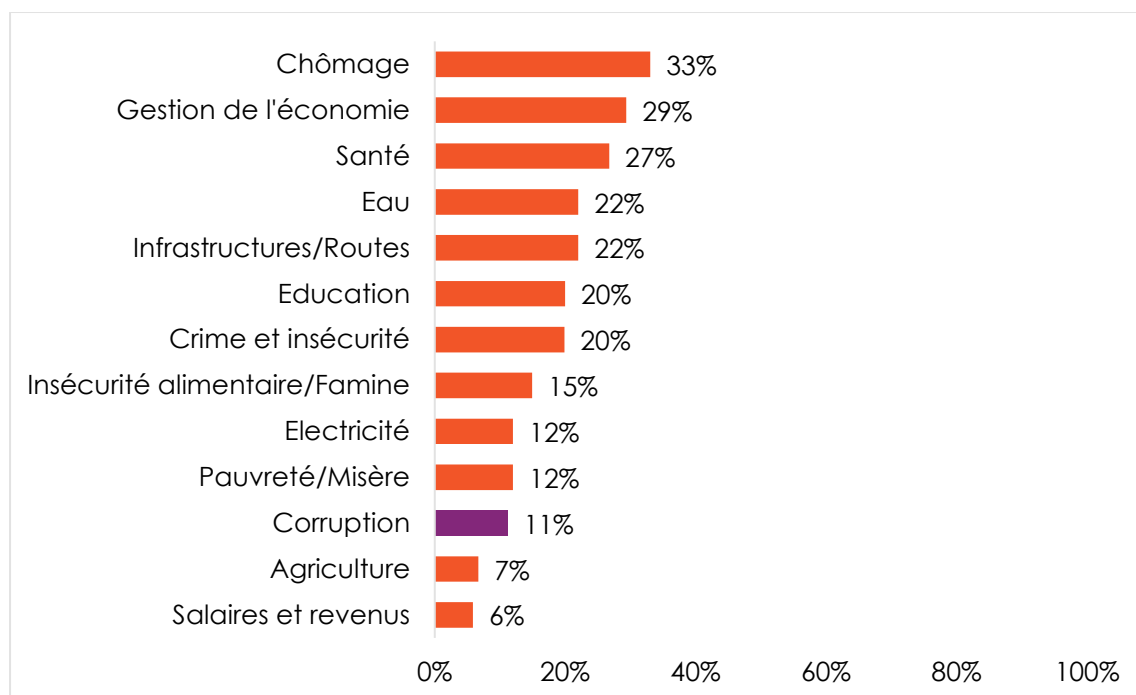
- Si la corruption se classe au 11^{ème} rang des problèmes les plus importants auxquels les Africains veulent que leurs gouvernements s'attaquent, elle constitue une priorité majeure dans certains pays – et a même atteint la première place au Kenya et la troisième au Botswana et en Namibie.
- En moyenne à travers 39 pays, la majorité (58%) des Africains déclarent que la corruption s'est « quelque peu » ou « beaucoup » accrue dans leur pays au cours de l'année précédente.
 - Par rapport à 2014/2015, 12 pays ont enregistré des hausses à deux chiffres de la perception de l'aggravation de la corruption, y compris un bond de 39 points de pourcentage au Sénégal, tandis que les baisses ont atteint le chiffre remarquable de 61 points au Bénin.
 - Plus de deux tiers (68%) des citoyens affirment que « certaines » ou « beaucoup » de ressources destinées à lutter contre la pandémie de COVID-19 ont été perdues du fait de la corruption.
- Presque la moitié (46%) des Africains déclarent que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police sont corrompus, la pire appréciation des 11 institutions et responsables sur lesquels portait l'enquête. Les agents des impôts, les fonctionnaires et les responsables de la Présidence arrivent en deuxième position, à 38%.
- Le Gabon, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Libéria et l'Ouganda sont les pays les moins performants en ce qui concerne la perception de la corruption dans sept institutions publiques clés, tandis que les Seychelles, le Cabo Verde, la Tanzanie et Maurice affichent les meilleures performances.
- Parmi les citoyens qui ont eu recours à certains services publics au cours de l'année précédente, beaucoup déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police (36%), éviter des problèmes avec la police (37%), obtenir un document administratif (31%) ou bénéficier de services dans un établissement médical public (20%) ou dans une école publique (19%).
- La déclaration de versement de pots-de-vin varie considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, l'obtention d'un document administratif a nécessité que 68% des demandeurs versent des pots-de-vin au Congo-Brazzaville, contre 1% au Cabo Verde et aux Seychelles.

- Deux Africains sur trois (67%) déclarent que leur gouvernement ne parvient pas à lutter efficacement contre la corruption.
- Seul un Africain sur quatre (26%) affirment que les citoyens peuvent dénoncer les actes de corruption aux autorités sans craindre de représailles.

Le poids de la corruption en Afrique

En dépit de ses effets dévastateurs sur la démocratie, le développement et la sécurité, de nombreux citoyens africains ne considèrent pas la corruption comme l'une des principales priorités d'intervention du gouvernement. Lorsqu'on demande aux répondants quels sont, selon eux, les problèmes les plus importants auxquels leur gouvernement devrait s'attaquer, la corruption arrive en 11^{ème} position, mentionnée parmi les trois premières priorités par 11% d'entre eux – loin derrière le chômage (33%), la gestion de l'économie (29%) et la fourniture de services essentiels tels que la santé (27%), l'approvisionnement en eau (22%) et les infrastructures/routes (22%) (Figure 1).

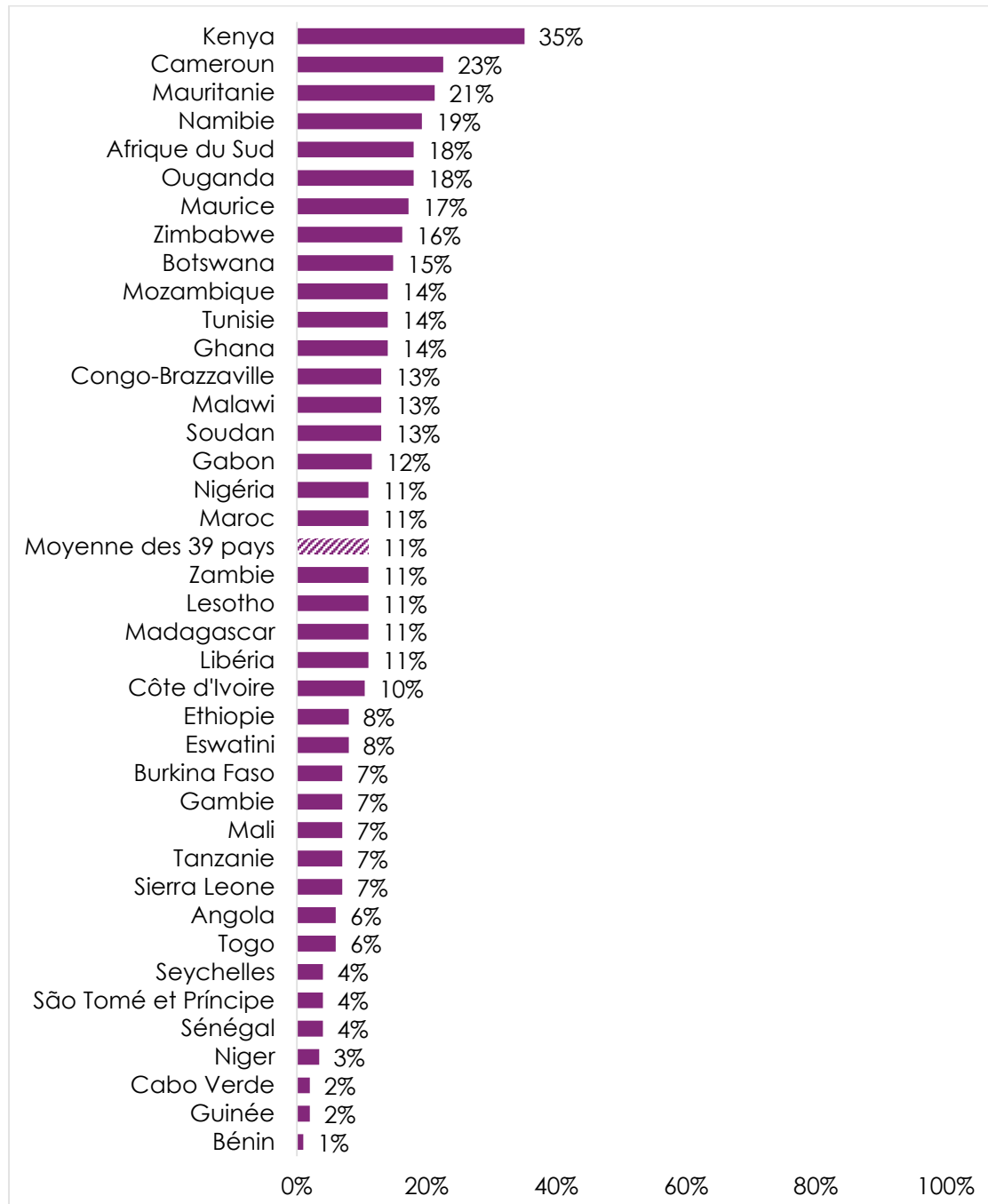
Figure 1 : Les plus importants problèmes | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Quoique ne figurant pas dans le top 10 au niveau continental, la corruption est considérée comme une priorité absolue dans plusieurs pays. Les Kényans considèrent la corruption comme leur problème Numéro 1 requérant une action gouvernementale (cité par 35% d'entre eux). La corruption arrive en troisième position chez les Namibiens (19%) et les Botswanais (15%). Parmi les autres pays où une grande partie de la population considère la corruption comme l'un des problèmes les plus importants figurent le Cameroun (23%), la Mauritanie (21%), l'Afrique du Sud (18%) et l'Ouganda (18%). En revanche, seule une poignée de Bénévoles, de Guinéens et de Cabo Verdiens se disent préoccupés par la corruption (Figure 2).

Figure 2 : Corruption comme le plus important problème | par pays | 39 pays
 | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent la corruption parmi leurs trois priorités.)

Les défis économiques et sociaux urgents auxquels sont confrontés de nombreux pays africains ont sans aucun doute contribué à reléguer la corruption à un rang relativement bas, dans de nombreux pays, parmi les problèmes les plus importants nécessitant l'attention

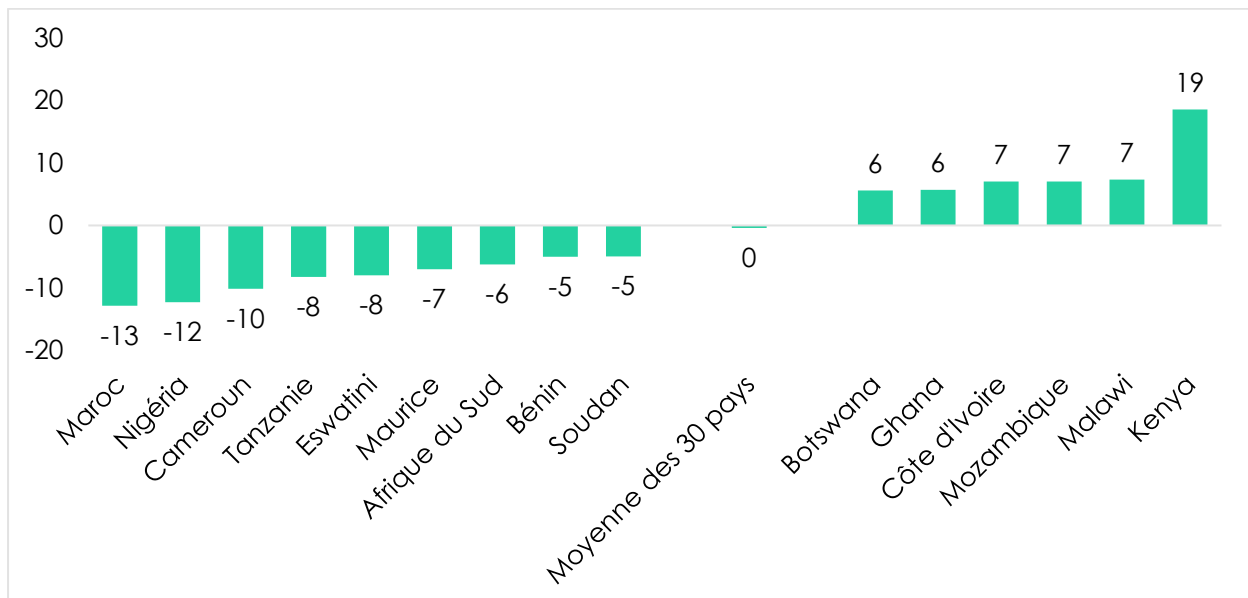
du gouvernement. Il convient toutefois de noter que même si la corruption elle-même n'est pas toujours classée parmi les principales priorités, ses effets ont une incidence directe sur la capacité des gouvernements à fournir des services qui figurent parmi les principales priorités des citoyens. Comme le souligne la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (2016), la corruption entrave la fourniture de services publics tels que l'eau, l'assainissement, l'éducation et les soins de santé et limite la fourniture d'infrastructures clés telles que l'électricité et les routes, en plus d'accroître le coût de l'investissement, réduisant ainsi les flux d'investissement qui pourraient être essentiels pour la création d'emplois et le commerce. En d'autres termes, si les gouvernements africains parviennent mieux à réduire la corruption, ils seront davantage en mesure de répondre à certaines des principales préoccupations de leurs citoyens.

Tendances de la corruption comme problème prioritaire

En moyenne, dans les 30 pays pour lesquels des données comparables sont disponibles dans les enquêtes Afrobarometer du Round 5 (2011/2023) et du Round 9 (2021/2023), la priorisation de la corruption comme problème important est demeurée inchangée. Toutefois, certains pays ont enregistré des changements notables au cours de la dernière décennie (Figure 3).

Le cas le plus frappant est celui du Kenya, où la corruption a fait un bond de 19 points de pourcentage pour devenir le principal problème prioritaire des citoyens. Cinq autres pays ont enregistré des hausses de 6 à 7 points de pourcentage de l'importance de la corruption : le Malawi, le Mozambique, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Botswana. En revanche, l'importance de la corruption a baissé de 5 points ou plus dans neuf pays, avec notamment des baisses à deux chiffres au Maroc (-13 points), au Nigéria (-12 points) et au Cameroun (-10 points).

Figure 3 : Changement dans la perception de la corruption comme priorité absolue
 | 30 pays | 2011-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2011/2013 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui citent la corruption parmi les trois problèmes les plus importants que leur gouvernement devrait résoudre. Seuls les pays présentant des changements d'au moins 5 points de pourcentage sont affichés.

Etat de la corruption en Afrique

Selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) le plus récent, l'Afrique a connu une stagnation dans la lutte contre la corruption, les progrès réalisés par quelques pays étant contrebalancés par une détérioration significative dans d'autres (Transparency International, 2022). Les Africains lambda ont largement le sentiment que la corruption s'aggrave. En moyenne à travers 39 pays, presque six citoyens sur 10 (58%) déclarent que le niveau de corruption dans leur pays a « un peu » ou « beaucoup » augmenté au cours des 12 mois précédents (Figure 4).

Dans 27 des 39 pays sondés, cette opinion est majoritairement partagée. En tête de liste figurent trois voisins d'Afrique Australe : l'Eswatini (87%), l'Afrique du Sud (82%) et le Lesotho (81%). Ces chiffres concordent avec le dernier rapport de l'IPC, qui classe l'Eswatini 130^e sur 180 pays et note que le Lesotho a enregistré la plus forte baisse des scores IPC au cours des huit dernières années, une situation attribuée à l'ingérence de l'exécutif dans le fonctionnement des institutions autonomes (Transparency International, 2023a). Sur la base du rapport 2022 de l'IPC, Transparency International (2023b) identifie l'Afrique du Sud parmi un groupe de « neuf pays à surveiller » en raison de la corruption généralisée du secteur public soulignée par une série de scandales impliquant des présidents ancien et actuel.

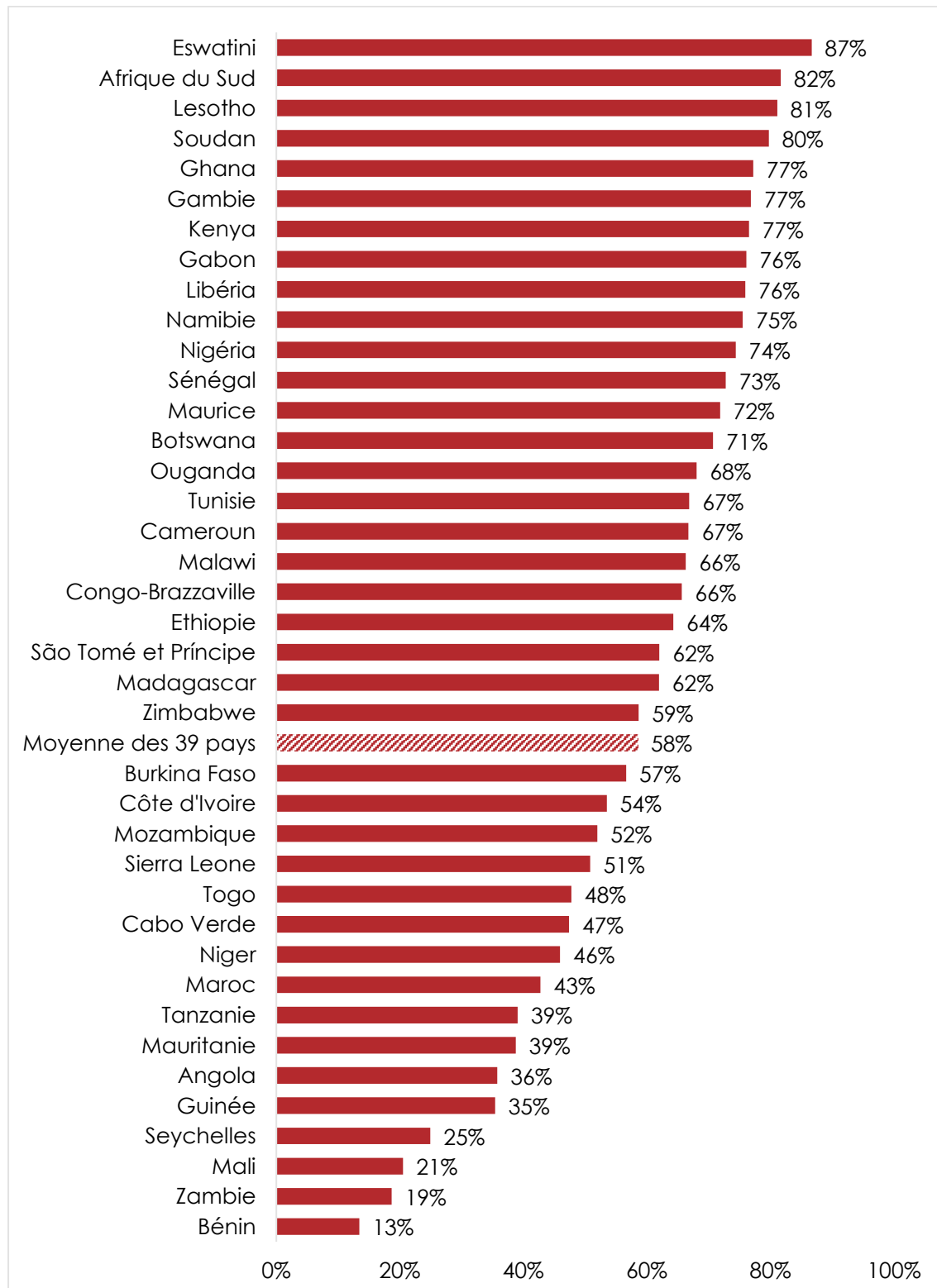
En revanche, moins d'un quart des citoyens signalent une hausse de la corruption au Bénin (13%), en Zambie (19%) et au Mali (21%).

En moyenne, sur les 32 pays sondés aussi bien durant le Round 6 (2014/2015) que durant le Round 9 (2021/2023), les perceptions de l'aggravation de la corruption se sont accrues de façon marginale de 3 points de pourcentage, de 57% à 60%, bien que la proportion de ceux qui déclarent que la corruption s'est « beaucoup » accrue affiche une hausse de 10 points (de 37% à 47%).

Il importe de noter que ces moyennes masquent des changements massifs dans les deux sens au niveau national (Figure 5) : Les hausses à deux chiffres dans 12 pays atteignent 39 points de pourcentage au Sénégal, tandis que les baisses à deux chiffres dans six pays atteignent le chiffre surprenant de 61 points au Bénin.

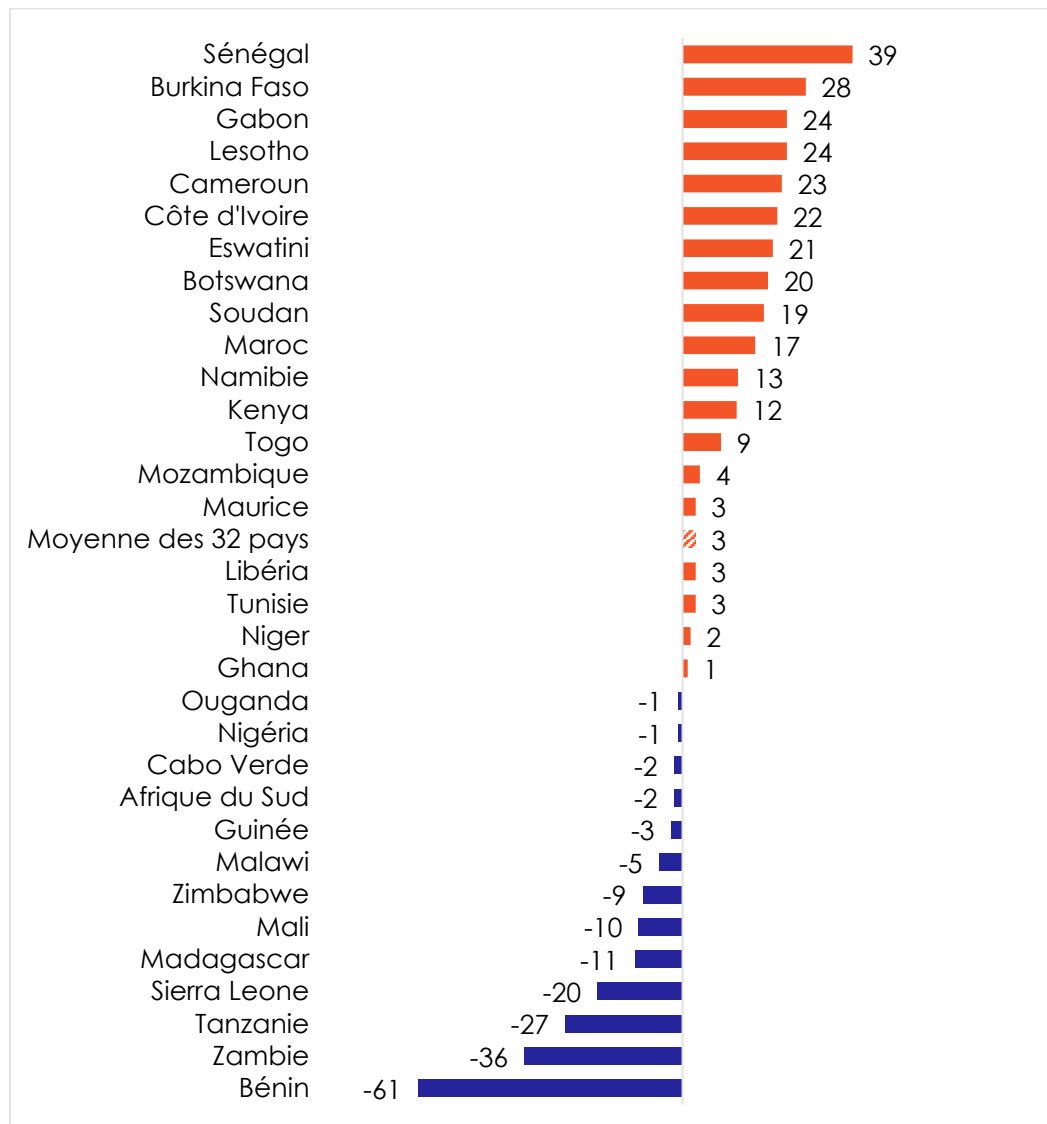
Bien que les facteurs expliquant les tendances à la hausse et à la baisse des perceptions de la hausse de la corruption dépassent le cadre de cette dépêche, une observation intéressante suggère un lien possible entre des démocraties plus fortes et une baisse de la corruption : Les quatre pays qui enregistrent les plus fortes baisses de la perception de l'aggravation de la corruption (le Bénin, la Zambie, la Tanzanie et la Sierra Leone) affichent des niveaux de démocratie perçue parmi les plus élevés dans les données du Round 9 d'Afrobarometer, tandis que les cinq pays qui enregistrent les plus fortes hausses de la perception de l'aggravation de la corruption (le Sénégal, le Burkina Faso, le Gabon, le Lesotho et le Cameroun) se classent dans la moitié inférieure dans leur évaluation de l'étendue de la démocratie dans leur pays.

Figure 4 : Le niveau de la corruption a augmenté | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ? (% qui disent « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté »)

Figure 5 : Le niveau de la corruption a augmenté | 32 pays | 2014-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les cycles d'enquête de 2014/2015 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui disent que la corruption a « quelque peu augmenté » ou « beaucoup augmenté » dans leur pays au cours de la dernière année.

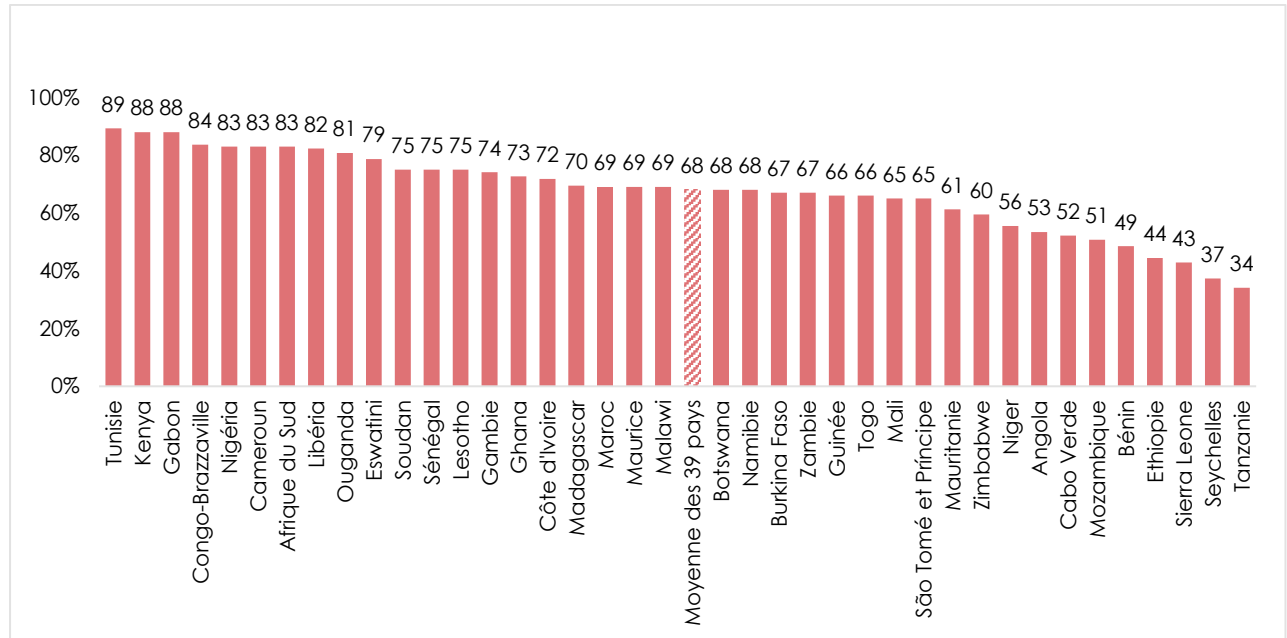
La corruption durant la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a ouvert de nouvelles voies au détournement de ressources destinées à l'intérêt général. Outre la tentation des fonds d'aide d'urgence, certains pays luttant pour faire face à la pandémie ont assoupli les politiques de reddition de comptes conçues pour assurer le contrôle de l'utilisation des fonds publics afin d'accélérer l'acquisition de biens et de services essentiels (Africa Defense Forum, 2022).

A travers 39 pays, plus de deux tiers (68%) des citoyens affirment que « certaines » ou « beaucoup » de ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 ont été perdues à cause de la corruption (Figure 6). C'est l'opinion majoritaire dans 34 des 39 pays, dont presque neuf citoyens sur 10 en Tunisie (89%), au Gabon (88%) et au Kenya (88%). Même en Tanzanie et aux Seychelles, où cette perception est la moins répandue, plus d'un tiers des répondants

pensent qu'au moins une partie des ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 a été engloutie par la corruption.

Figure 6 : Corruption dans la gestion des ressources de lutte contre la COVID-19
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : *Considérant tous les fonds et ressources disponibles pour le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de la COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption ? (% qui disent « certains » ou « beaucoup »)*

La corruption dans les institutions publiques

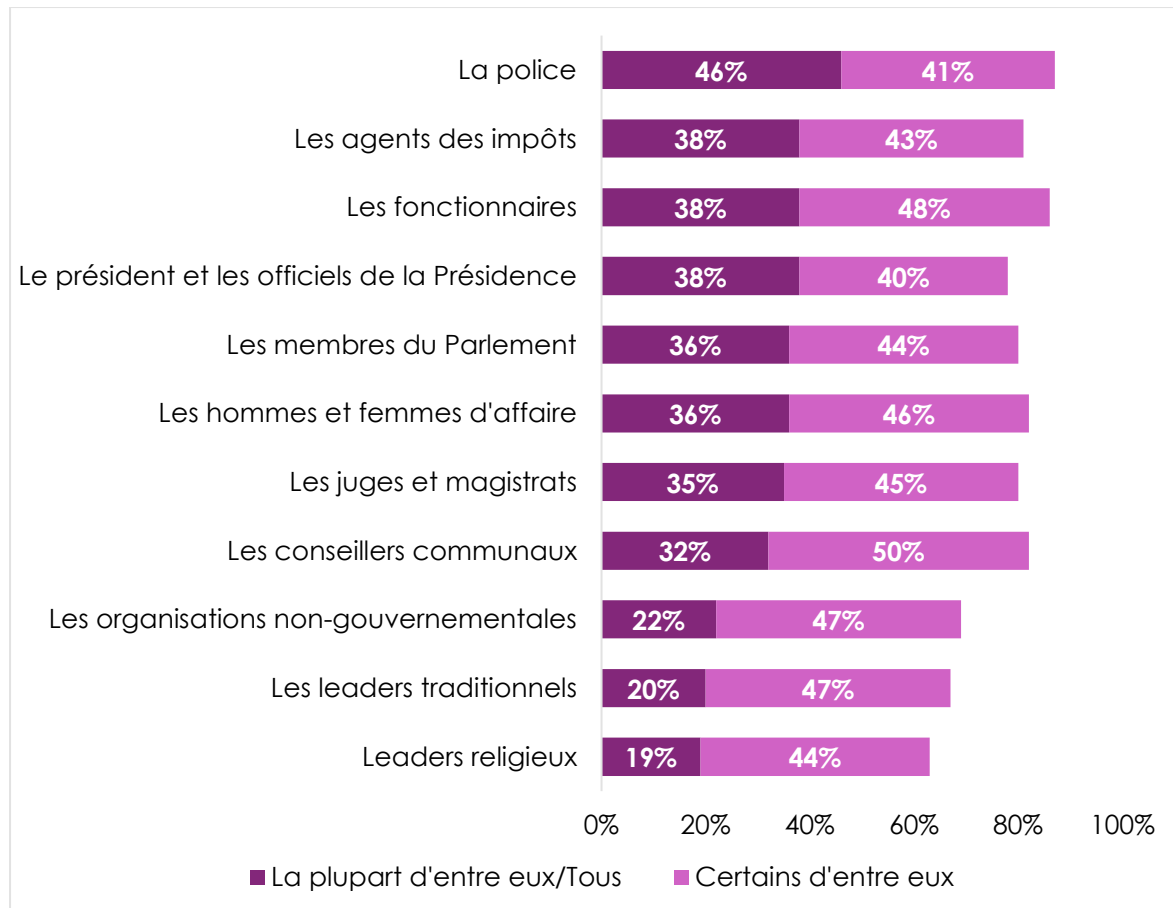
La corruption fait souvent les gros titres lorsque des personnalités publiques de premier plan sont accusées d'actes répréhensibles. En Afrique du Sud, par exemple, les allégations de corruption à l'encontre de l'ancien Président Jacob Zuma, du Président Cyril Ramaphosa et d'autres hauts responsables de l'African National Congress ont souvent fait la une des journaux (BBC News, 2022). Au Mozambique, les accusations selon lesquelles le fils de l'ancien Président Armando Guebuza, un ancien ministre des finances et d'autres membres importants du parti au pouvoir auraient participé à des détournements de fonds ont attiré l'attention des médias du monde entier (Financial Times, 2019). De même, la corruption en Angola a fait l'objet d'une attention mondiale lorsque Isabel dos Santos, fille de l'ancien Président José Eduardo dos Santos, a été accusée d'avoir engrangé des milliards de dollars au travers d'activités illicites (New York Times, 2022).

Mais lorsqu'on demande aux Africains d'évaluer l'implication de divers agents publics dans des actes de corruption, on découvre un aspect plus banal de la corruption : La police arrive systématiquement en tête des perceptions de corruption généralisée. En moyenne, à travers 39 pays, presque la moitié (46%) des citoyens déclarent que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires de police sont impliqués dans des actes de corruption, sans compter les 41% qui considèrent « certains d'entre eux » comme corrompus (Figure 7). Les agents des impôts, les fonctionnaires et les officiels de la Présidence sont à égalité en deuxième position, chaque catégorie étant considérée majoritairement corrompue par 38% des citoyens, suivis par les parlementaires (36%), les chefs d'entreprise (36%), les juges et les magistrats (35%) et les conseillers communaux (32%).

Un répondant sur cinq environ estiment que la corruption est largement répandue parmi les organisations non gouvernementales (22%), les chefs traditionnels (20%) et les autorités religieuses (19%).

Par ailleurs, pour chaque institution ou groupe de dirigeants, plus de quatre répondants sur 10 affirment que « certains d'entre eux » sont corrompus.

Figure 7 : Corruption perçue parmi les leaders et les institutions clés | 39 pays*
 | 2021/2023



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?
 * La question sur les parlementaires n'a pas été posée en Guinée, au Soudan et en Tunisie.
 La question sur les conseillers gouvernementaux locaux n'a pas été posée en Angola et aux Seychelles.
 La question sur les chefs traditionnels n'a pas été posée au Cabo Verde, à Maurice, à São Tomé et Príncipe, aux Seychelles et en Tunisie.

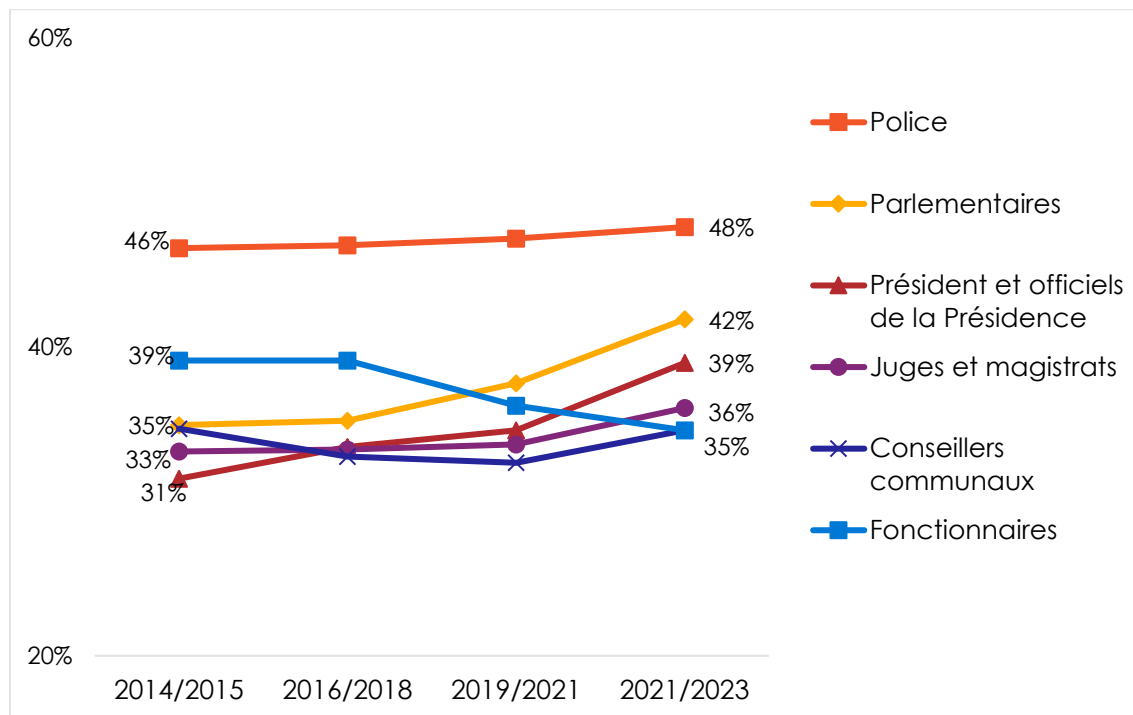
Dans le cadre de leur action contre ce fléau, de nombreux pays africains ont adopté une législation anti-corruption et créé des agences chargées de prévenir et de poursuivre les cas de corruption. Au niveau continental, la Convention de l'Union Africaine (UA) de 2003 sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption invite les pays à s'attaquer aux racines de la corruption et à adopter des mesures préventives adéquates (Union Africaine, 2003). Quarante-neuf des 55 Etats membres de l'UA ont signé la convention, et 48 l'avaient ratifiée en février 2023 (Union Africaine, 2023).

En dépit de ces efforts, l'opinion générale des citoyens africains stipule que la corruption au sein des principales institutions publiques ne s'améliore pas. Dans les 31 pays régulièrement

sondés entre 2014/2015 et 2021/2023, les perceptions de la corruption généralisée se sont aggravées pour les fonctionnaires de la Présidence (de 31% à 39%), les députés (de 35% à 42%) et les juges et magistrats (de 33% à 36%), tout en marquant une stagnation pour la police et les conseillers locaux (Figure 8). Les évaluations de la corruption généralisée se sont quelque peu améliorées (de 39% à 35%) en ce qui concerne les fonctionnaires.

Ces résultats suggèrent que les efforts anti-corruption déployés à ce jour ont été soit inefficaces, soit insuffisants au regard de la réduction de la corruption au sein des principaux organismes publics en Afrique.

Figure 8 : Corruption perçue dans les institutions publiques clés | 31 pays¹
 | 2014-2023



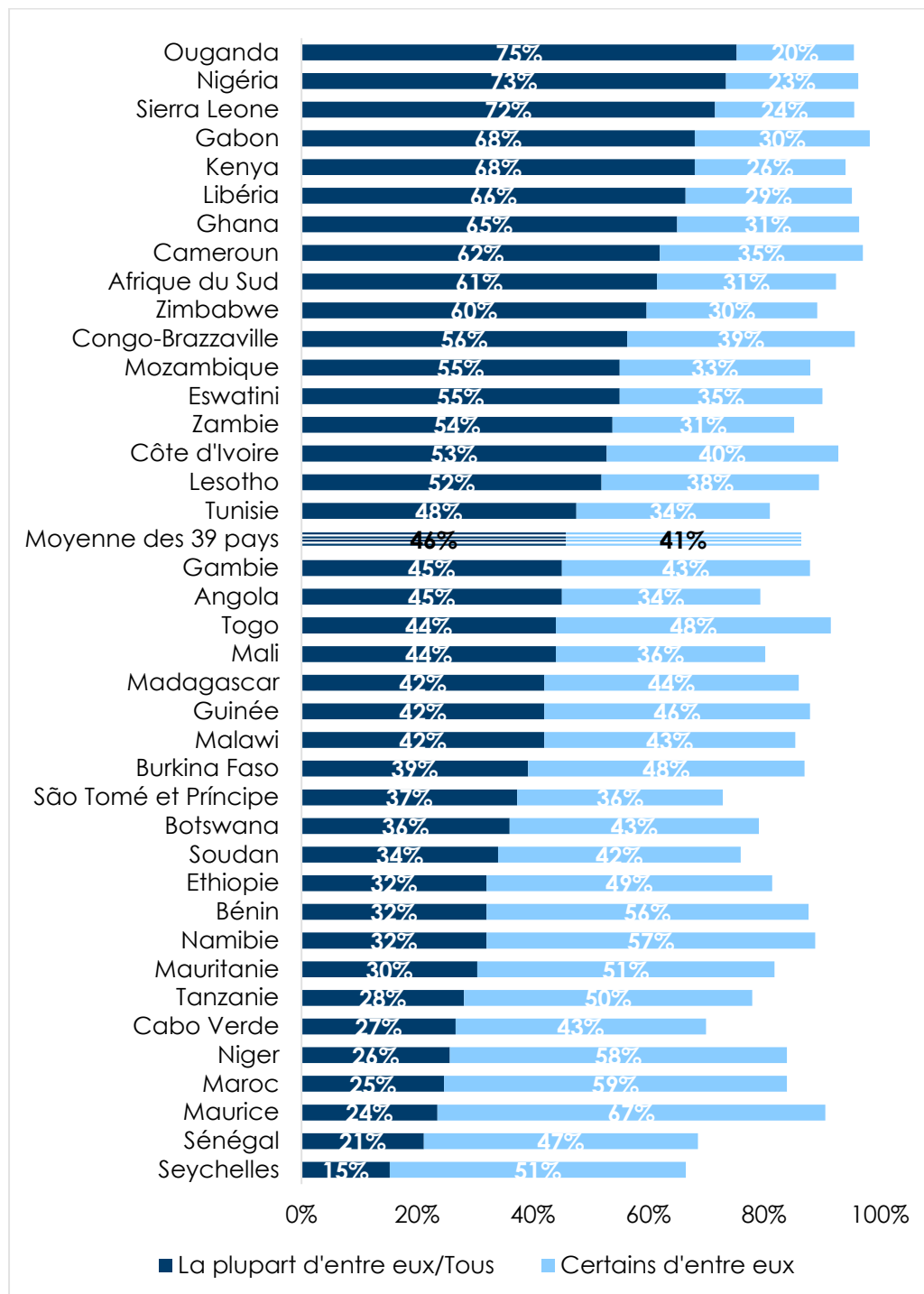
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

La corruption au sein de la police

Si la police – sans doute le service gouvernemental le plus en contact avec le public – obtient les moins bons résultats dans l'évaluation par les citoyens des institutions corrompues, ces appréciations varient de manière significative d'un pays à l'autre (Figure 9). Dans 16 des 39 pays sondés, la majorité des répondants considèrent que « la plupart » ou « tous » les policiers sont corrompus, au premier rang desquels l'Ouganda (75%), le Nigéria (73%) et la Sierra Leone (72%). En revanche, moins d'un citoyen sur quatre signale une corruption généralisée de la police aux Seychelles (15%), au Sénégal (21%) et à Maurice (24%) – bien que, même dans ces pays, deux à trois fois plus de personnes déclarent que « certains » policiers sont corrompus.

¹ Madagascar, qui n'a pas été sondé lors du Round 8, est inclus dans les comparaisons de 32 pays entre le Round 6 et le Round 9, mais pas dans les comparaisons de 31 pays entre les rounds 6, 7, 8 et 9.

Figure 9 : Corruption au sein de la police | 39 pays | 2021/2023

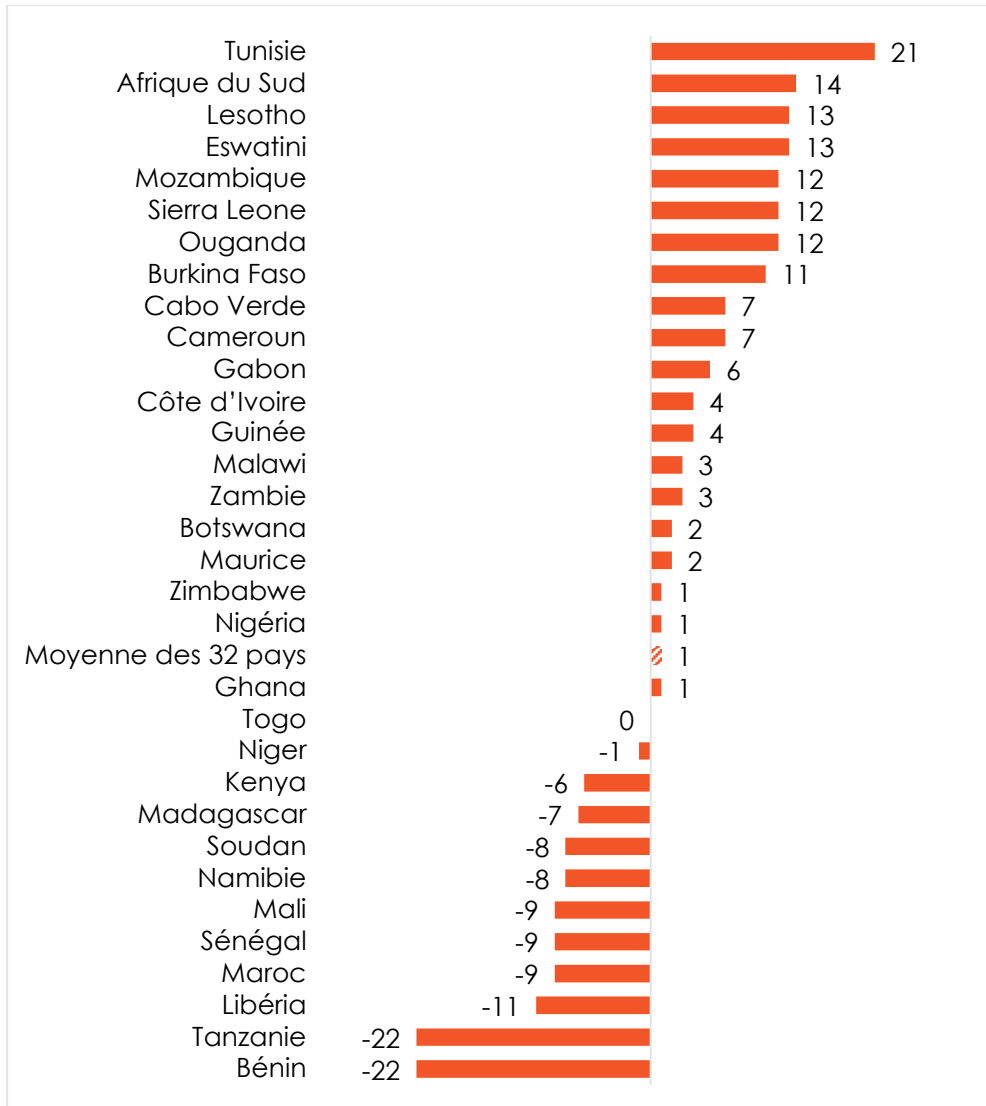


Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ? (% qui disent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

En moyenne à travers les 32 pays pour lesquels nous disposons de données comparables pour 2014/2015 et 2021/2023, la proportion de citoyens déclarant que la plupart/toutes les policiers sont corrompues est restée stable. Mais les appréciations se sont nettement

améliorées dans 10 pays, le plus fortement (de 22 points de pourcentage) au Bénin et en Tanzanie (Figure 10). Elles se sont détériorées (de 3 points de pourcentage ou plus) dans 15 pays, au premier rang desquels la Tunisie (+21 points) et les trois voisins d'Afrique Australe où les perceptions d'une intensification de la corruption globale sont les plus élevées (cf. Figure 4) : l'Afrique du Sud (+14 points), le Lesotho (+13 points) et l'Eswatini (+13 points).

Figure 10 : Changement dans la perception de la corruption au sein de la police
 | 32 pays | 2014-2023

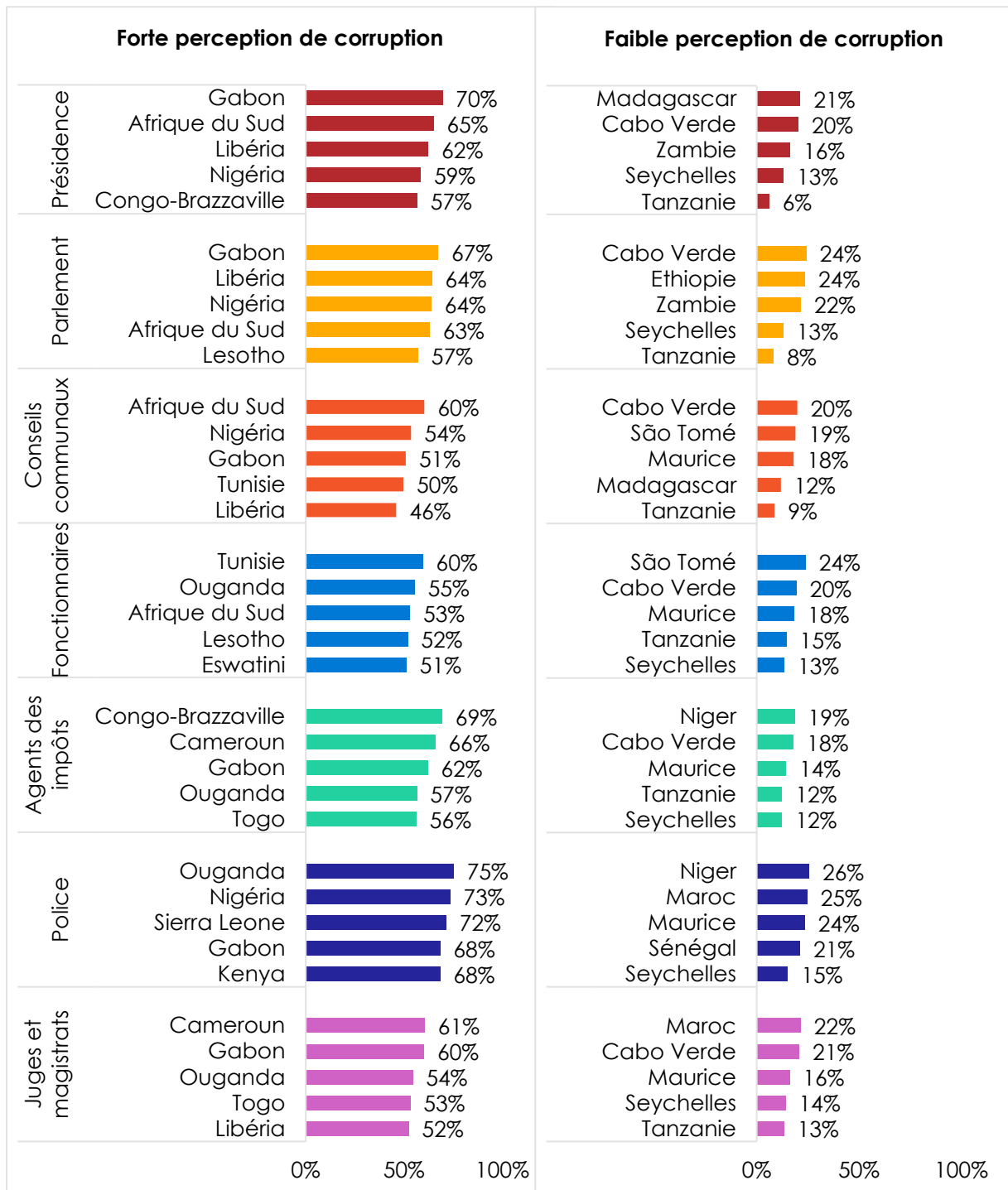


La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre 2014/2015 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui déclarent que « la plupart d'entre eux » ou « tous » les policiers sont corrompus.

Si la perception de la corruption varie d'un pays à l'autre et d'une institution à l'autre, le Gabon figure parmi les cinq pays les moins performants pour six des sept principales institutions (Figure 11), ce qui suggère que la corruption peut y être considérée endémique. L'Afrique du Sud, le Nigéria et le Libéria enregistrent des perceptions de corruption parmi les plus élevées dans quatre institutions, dont la Présidence, le Parlement et les collectivités

locales. L'Ouganda figure également parmi les pays les moins performants dans quatre catégories (les fonctionnaires, les agents des impôts, la police et le système judiciaire).

Figure 11 : Pays avec les niveaux de corruption perçue les plus fortes et plus faibles
 | par institution clé | 39 pays | 2021/2023



La figure montre, pour chacune des sept institutions, les cinq pays dans lesquels les proportions les plus élevées de personnes interrogées déclarent que « la plupart d'entre eux » ou « tous » sont corrompus.

Les Seychelles se classent à l'extrémité la moins corrompue de l'échelle pour les six institutions sur lesquelles les citoyens ont été sondés (la question concernant les conseillers locaux n'a pas été posée aux Seychelles), tandis que le Cabo Verde et la Tanzanie se classent parmi les plus performants dans toutes les catégories à l'exception de celle de la police. Maurice rejoint les meilleurs dans quatre catégories.

Versement de pots-de-vin pour accéder aux services publics

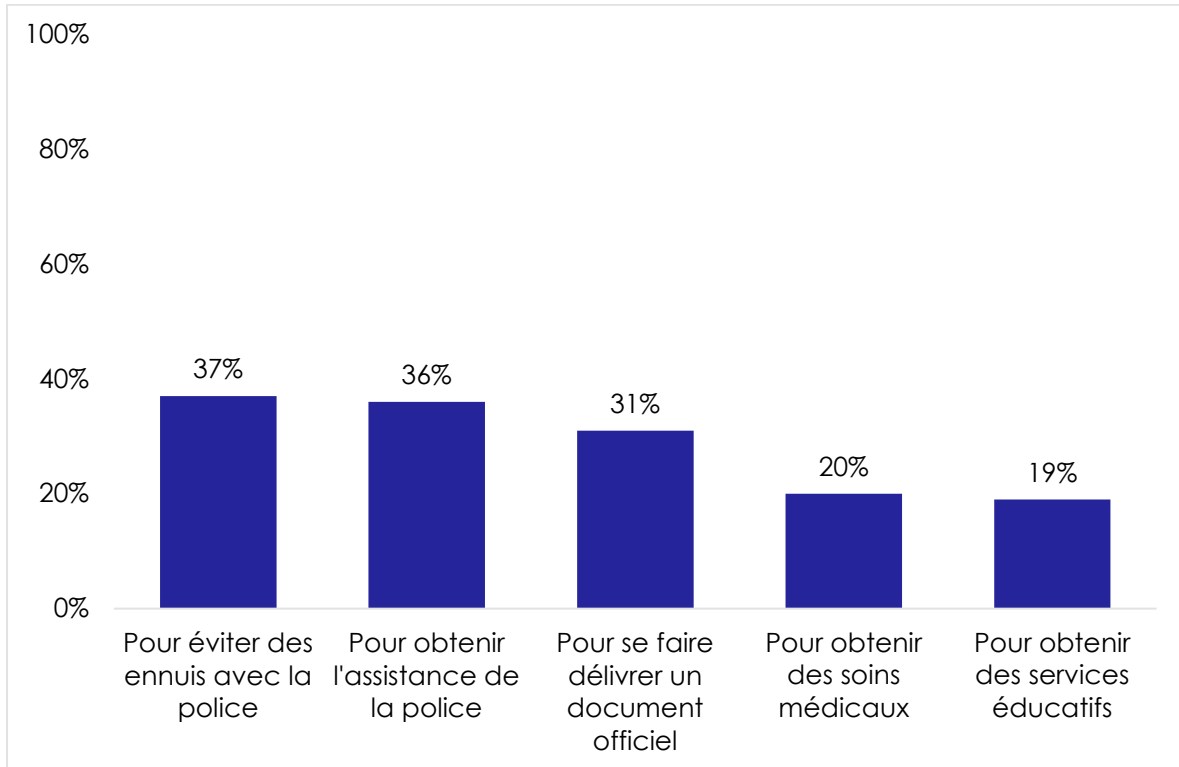
L'évaluation par les citoyens des niveaux de corruption dans les institutions publiques est probablement en partie influencée par leurs expériences personnelles, par exemple quand ils souhaitent accéder à divers services publics. En moyenne à travers 39 pays, plus d'un adulte sur trois ayant eu affaire à la police au cours de l'année précédente déclarent avoir dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou rendre service (36% de ceux qui ont demandé l'assistance de la police, 37% de ceux qui ont eu affaire à la police dans d'autres situations, telles que des contrôles routiers ou des enquêtes) (Figure 12).

Parmi les citoyens qui ont essayé d'obtenir un document administratif tel qu'un acte de naissance, un permis de conduire, un passeport ou une carte d'électeur, 31% déclarent avoir versé des pots-de-vin au moins une fois. Un répondant sur cinq déclare avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir des services dans un établissement médical public (20%) ou dans une école publique (19%).

Le versement de pots-de-vin tel que déclaré par les citoyens eux-mêmes varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 13). Parmi les citoyens qui ont cherché à obtenir un document administratif, par exemple, plus de deux tiers (68%) de ceux du Congo-Brazzaville déclarent avoir dû verser des pots-de-vin au moins une fois. Il en va de même pour plus de la moitié des Sénégalais (57%) et des Camerounais (52%). En revanche, à peine un citoyen sur 20 en dit autant au Botswana (5%), à Maurice (2%), au Cabo Verde (1%) et aux Seychelles (1%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 12 : Paiement de pots-de-vin pour accéder aux services publics | 39 pays
 | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?

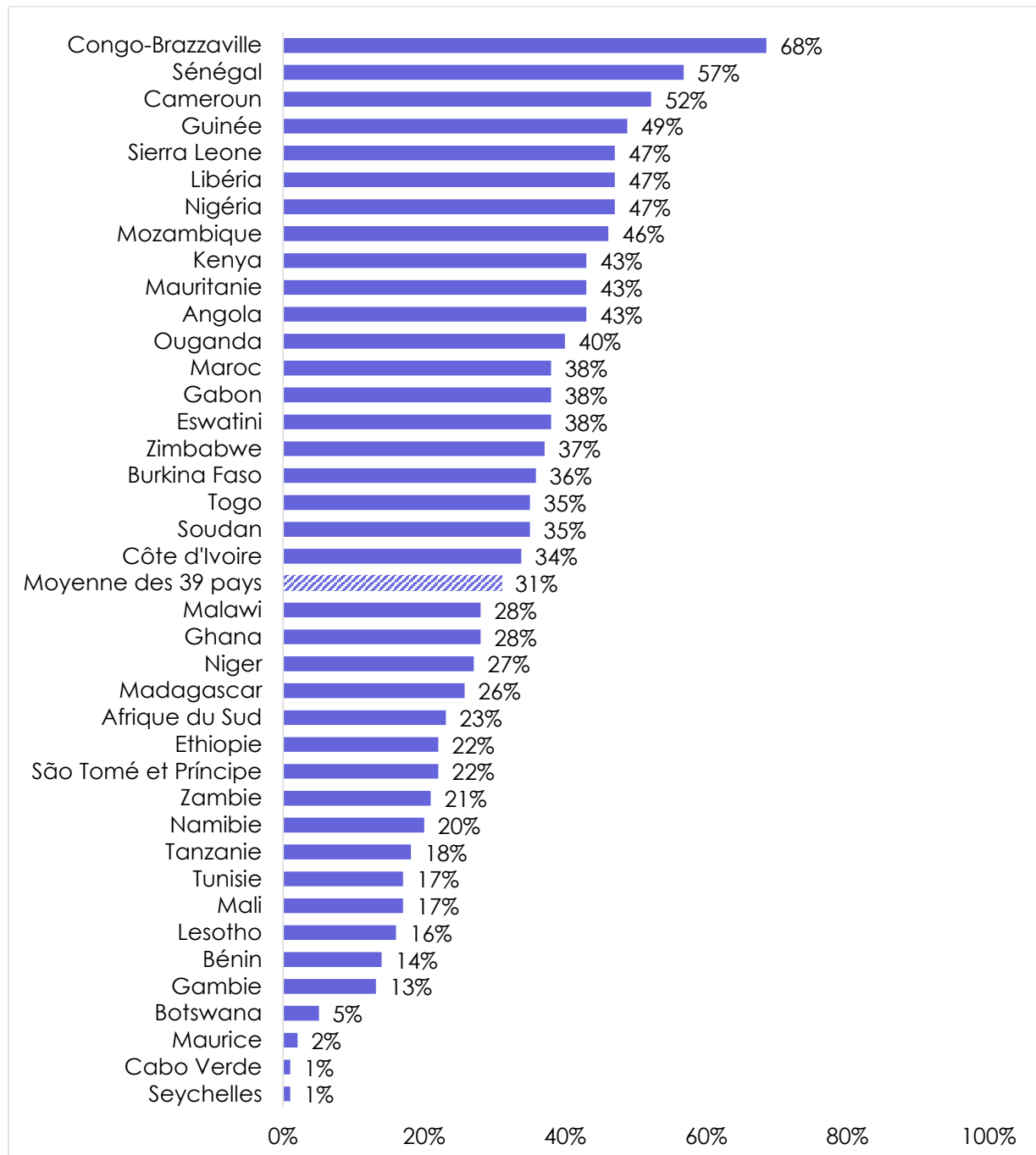
Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité ou lors d'une enquête ? [Si oui :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ». Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services publics sont exclus.)

Figure 13 : Proportion de répondants qui ont dû payer un pot-de-vin pour avoir un document d'identité | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

(% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent ». Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services publics sont exclus.)

Performance gouvernementale en matière de lutte contre la corruption

Considérant que la plupart des Africains déclarent que la corruption est à la hausse et que nombre d'entre eux font état d'expériences personnelles où ils ont dû verser des pots-de-vin, il n'est pas surprenant que deux tiers (67%) des Africains déclarent que leur gouvernement échoue dans sa lutte contre la corruption (Figure 14).

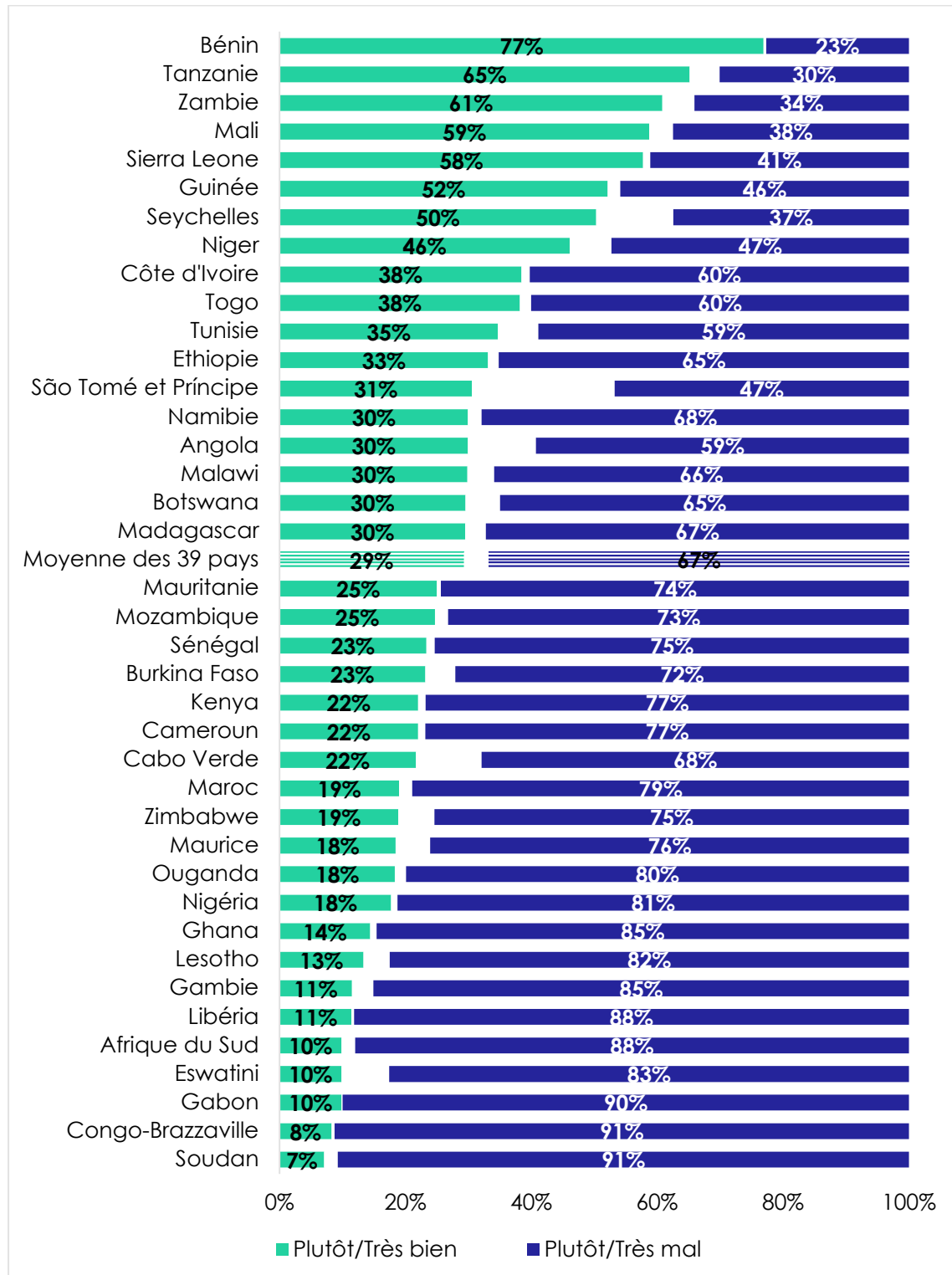
Seuls six pays enregistrent une approbation majoritaire de la performance gouvernementale en matière de corruption, en tête desquels le Bénin (77%), la Tanzanie (65%) et la Zambie (61%). En revanche, à peine un citoyen sur 10 estime que son gouvernement a fait ses preuves en Afrique du Sud (10%), en Eswatini (10%), au Gabon (10%), au Congo-Brazzaville (8%) et au Soudan (7%).

En dépit des nombreuses promesses gouvernementales de s'attaquer au fléau de la corruption, en moyenne, les appréciations publiques de la performance gouvernementale en la matière n'ont pas évolué de manière significative depuis 2014/2015 (Figure 15). Mais les évaluations au niveau national indiquent des évolutions substantielles, y compris des améliorations à deux chiffres dans sept pays.

Les pays qui enregistrent les plus fortes améliorations en termes d'évaluations positives sont le Bénin (+58 points de pourcentage), la Sierra Leone (+39 points), la Zambie (+29 points) et la Tanzanie (+28 points) – ces mêmes pays qui, à la Figure 4, affichaient les plus fortes baisses de la proportion des citoyens faisant état d'une aggravation de la corruption.

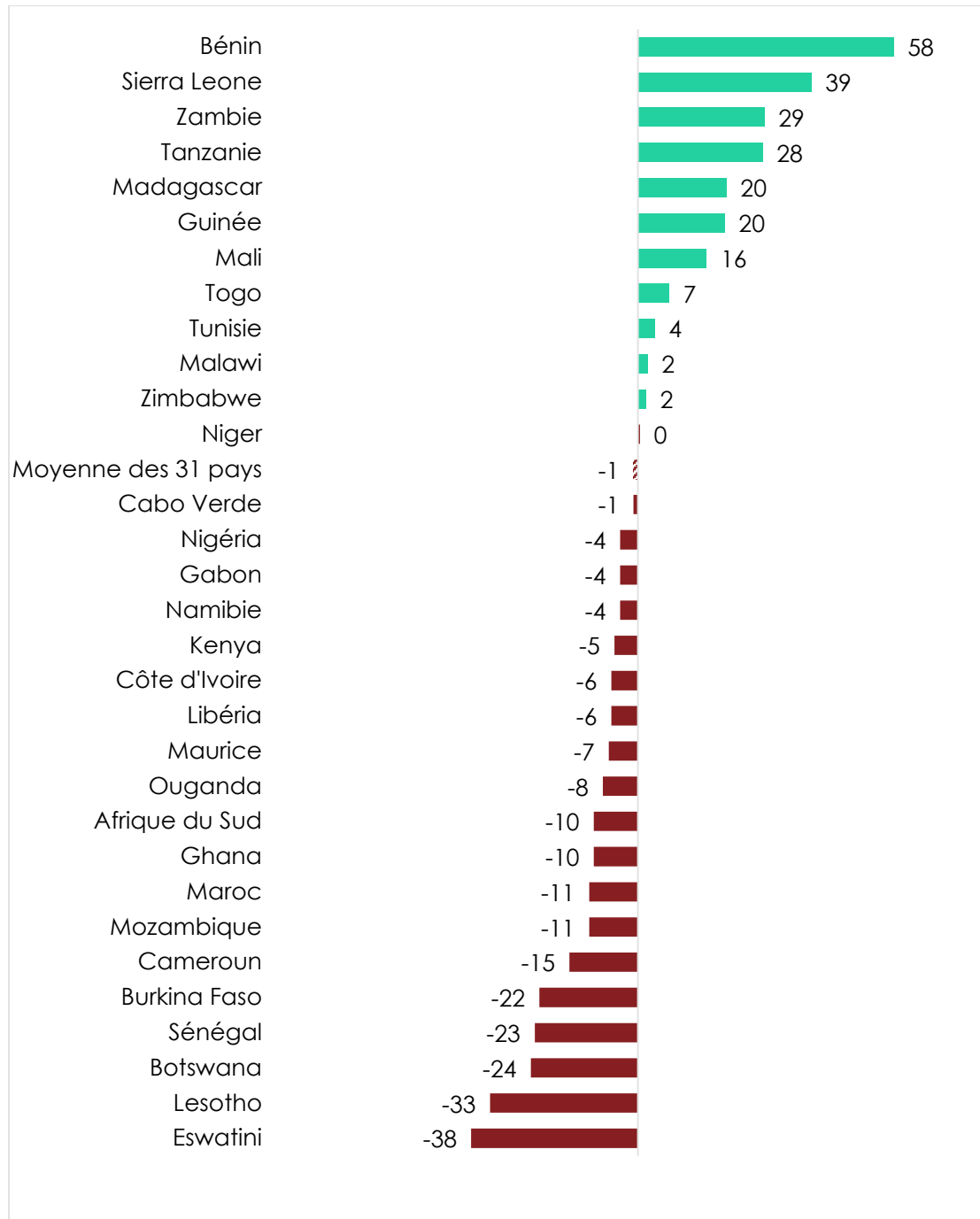
En revanche, les citoyens de 18 pays jugent leur gouvernement nettement moins bon qu'en 2014/2015 en matière de lutte contre la corruption, avec notamment des baisses de 38 points de pourcentage en Eswatini et de 33 points au Lesotho. Le gouvernement du Botswana enregistre également une très forte baisse (-24 points) de l'approbation par les citoyens de sa performance sur la question de la corruption, tout comme ses homologues du Sénégal (-23 points) et du Burkina Faso (-22 points).

Figure 14 : Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption
 | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 15 : Evolution de l'approbation de la performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 31 pays* | 2014-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre 2014/2015 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui déclarent que le gouvernement se porte « assez bien » ou « très bien ».

* Cette question n'a pas été posée au Soudan lors du Round 6.

Les risques liés à la dénonciation des actes de corruption

Une partie essentielle d'une stratégie efficace de lutte contre la corruption consiste à faciliter la dénonciation, c'est-à-dire l'acte de signaler des actes répréhensibles suspectés ou observés à des responsables en mesure de prendre des mesures. Vian, Agnew et McInnes (2022) décrivent la dénonciation des actes de corruption comme « la stratégie la plus importante de détection des fraudes professionnelles commises par des employés ou des dirigeants ». Les dénonciations ne révèlent pas seulement des cas individuels de corruption, mais elles contribuent également à mettre au jour les faiblesses systémiques qui encouragent les comportements corrompus, ce qui permet aux gouvernements et aux agences de lutte contre la corruption de se servir de ces informations pour combler les lacunes qui favorisent les activités de corruption.

Mais si les gens craignent que leur identité soit révélée, ils seront moins susceptibles de dénoncer les actes de corruption par crainte de représailles. Le risque est particulièrement élevé si les coupables sont influents et en mesure de se venger en cas de dénonciation.

À quel point les Africains se sentent-ils protégés en dénonçant les actes de corruption aux autorités ?

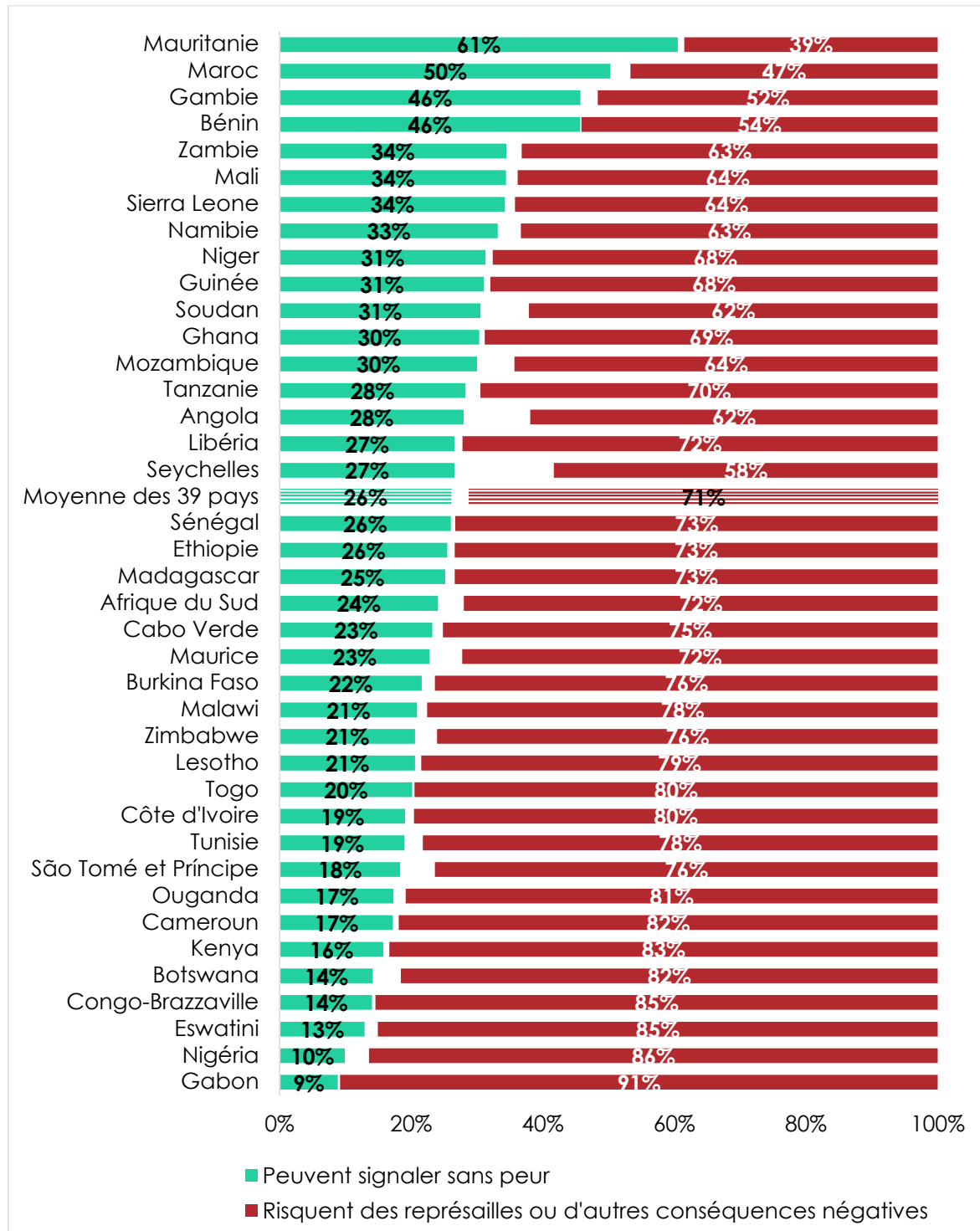
En moyenne à travers 39 pays, la grande majorité (71%) des répondants pensent que les gens risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives en s'exprimant. Seule une personne sur quatre (26%) affirme que la corruption peut être dénoncée sans crainte (Figure 16).

La Mauritanie est le seul pays sondé où la majorité (61%) des répondants affirment que les gens peuvent se sentir protégés en dénonçant la corruption. Seul un Nigérian (10%) et un Gabonais (9%) sur 10 sont de cet avis.

L'inquiétude quant à d'éventuelles représailles est élevée dans les principaux groupes démographiques (Figure 17). Elle est particulièrement élevée chez les citoyens ayant un niveau académique secondaire ou supérieur (74%) (qui pourraient être les plus informés des cas de représailles) et relativement faible chez les citoyens nantis² (qui pourraient être plus susceptibles de s'estimer à l'abri de conséquences négatives).

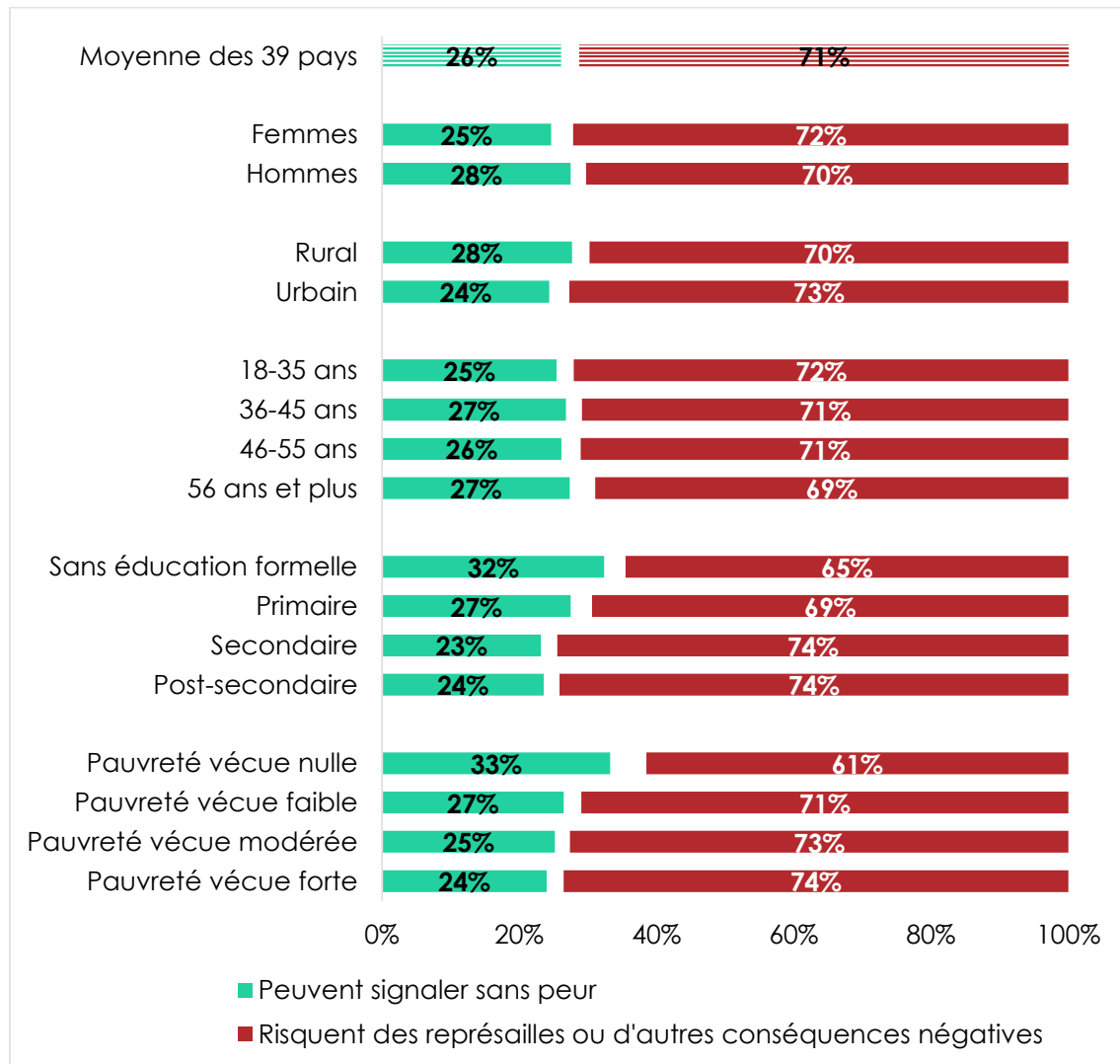
² L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, suffisamment d'eau, de soins médicaux, suffisamment de combustible pour la cuisine et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 16 : Les citoyens ordinaires peuvent-ils dénoncer les actes de corruption sans peur de représailles ? | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

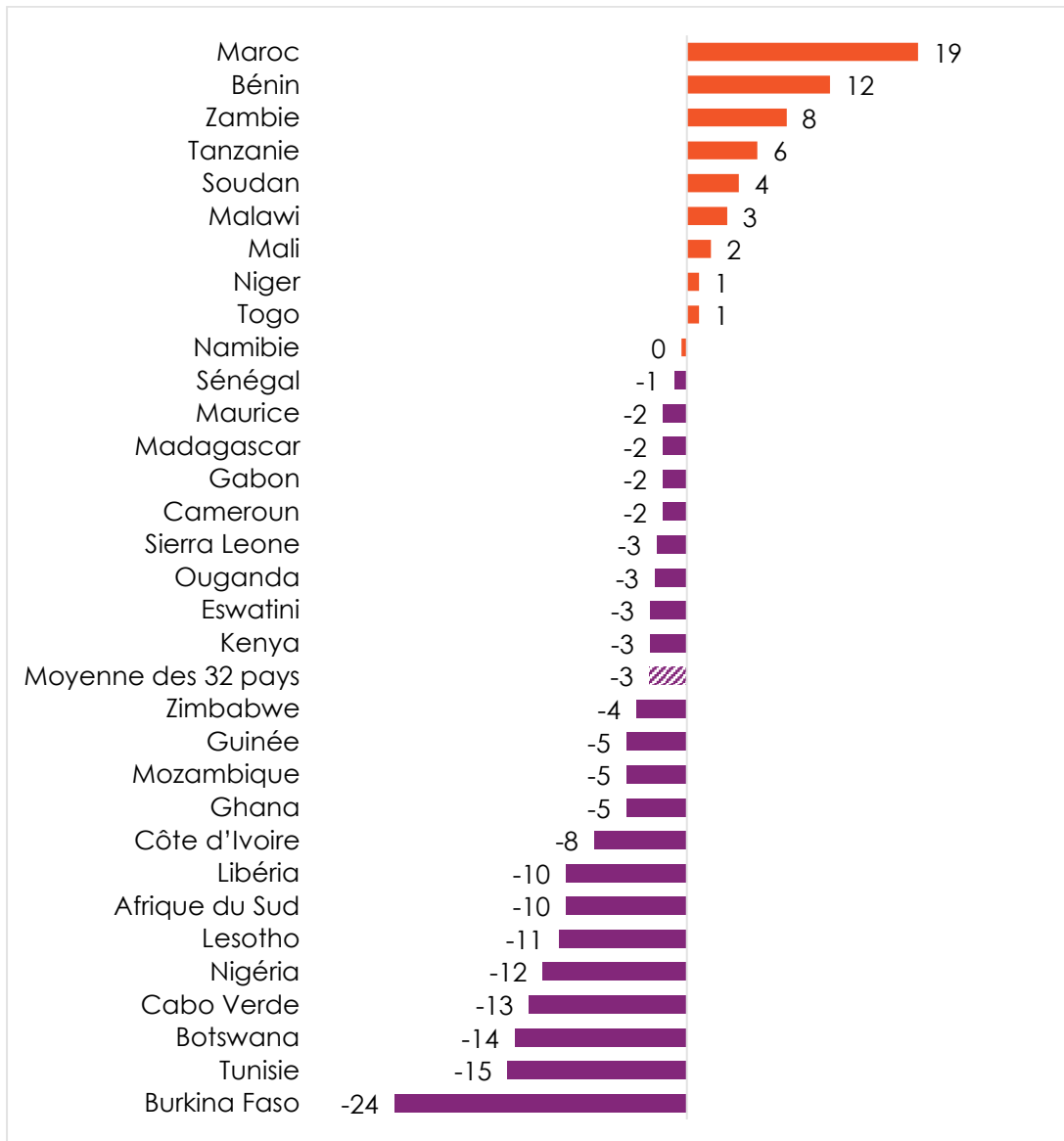
Figure 17 : Les citoyens ordinaires peuvent-ils dénoncer les actes de corruption sans peur de représailles ? | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

A travers les 32 pays pour lesquels nous disposons de données comparables pour le Round 7 (2016/2018) et le Round 9 (2021/2023), la proportion de citoyens qui se sentent protégés en signalant les cas de corruption a baissé de 3 points de pourcentage (Figure 18). Seuls six pays enregistrent des hausses significatives (d'au moins 3 points de pourcentage), en tête desquels le Maroc (+19 points de pourcentage) et le Bénin (+12 points). Dix-sept pays connaissent des baisses, dont 24 points de pourcentage au Burkina Faso, 15 points en Tunisie et 14 points au Botswana.

Figure 18 : Evolution du taux de répondants qui pensent que les citoyens peuvent signaler les actes de corruption sans peur | 32 pays | 2016-2023



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre 2016/2018 et 2021/2023 de la proportion de personnes interrogées qui déclarent que les citoyens ordinaires peuvent signaler les actes de corruption sans crainte.

Conclusion

Sur un continent où les gouvernements peinent à collecter suffisamment de revenus pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens, la corruption ne cesse de s'attaquer au progrès économique et à la gouvernance démocratique. Les engagements pris par les gouvernements pour lutter contre la corruption semblent porter peu de fruits, car la plupart des Africains considèrent que le problème s'aggrave et que les efforts déployés par leurs dirigeants pour lutter contre la corruption sont insuffisants. Même en cas d'urgence nationale comme la pandémie de COVID-19, les citoyens estiment que la corruption absorbe une bonne partie des ressources destinées à servir la population.

Les appréciations varient considérablement d'un pays à l'autre. Les résultats de l'enquête suggèrent que le Gabon, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Libéria et l'Ouganda figurent en bonne place parmi les pays qui doivent porter un regard plus attentif sur leurs dirigeants et leurs politiques publiques. En revanche, les Seychelles, le Cabo Verde, la Tanzanie, Maurice et le Bénin pourraient avoir des leçons à donner à leurs voisins en matière de lutte contre la corruption dans l'administration publique.

La crainte des citoyens de subir des représailles après avoir dénoncé des actes de corruption constitue un sérieux handicap dans la lutte pour l'intégrité, ce qui impose de mettre en place de meilleures stratégies de protection des dénonciateurs pour que les gouvernements puissent compter sur cet allié de poids.

Références

- Africa Defense Forum. (2022). Continent still struggles with covid-19 corruption. 10 août.
- BBC News. (2022). Cyril Ramaphosa: South Africa's president considers future amid corruption scandal. 2 décembre.
- Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2016). Mesurer la corruption en Afrique : Prendre en compte la dimension internationale. Rapport sur la Gouvernance en Afrique IV.
- Financial Times. (2019). Son of Mozambique ex-president arrested in loans scandal. 17 février.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mhaka, T. (2022). Corruption: Africa's undeclared pandemic. Al Jazeera. 2 July.
- Mokgonyana, K. (2023). Why are South African leaders corrupt? Mail & Guardian. 25 mars.
- New York Times. (2022). The woman once considered Africa's richest faces arrest in graft inquiry. 29 novembre.
- Transparency International. (2022). Indice de perception de la corruption 2022.
- Transparency International. (2023a). CPI 2022 for sub-Saharan Africa: Corruption compounding multiple crises.
- Transparency International. (2023b). Nine countries to watch on the 2022 corruption perceptions index.
- Union Africaine. (2003). Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption.
- Union Africaine. (2023). Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption : Liste des pays qui ont signé et ratifié.
- Vian, T., Agnew, B., & McInnes, K. (2022). Whistleblowing as an anti-corruption strategy in health and pharmaceutical organizations in low- and middle-income countries: A scoping review. *Global Health Action*, 15(1), 2140494.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 9 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév.-mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Libéria	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Boniface Dulani est directeur des enquêtes Afrobarometer et professeur assistant de sciences politiques à l'université du Malawi. Email : bdulani@afrobarometer.org.

Gildfred Boateng Asiamah est analyste de recherche au Centre ghanéen pour le développement démocratique (CDD-Ghana). Email : g.asiamah@cddgh.org.

Patrick Zindikirani est étudiant en dernière année de droit à l'université du Malawi et chercheur auxiliaire à l'Institut d'opinion publique et de recherche du Malawi. Email : zindikirani@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

[/Afrobarometer](#)

[@Afrobarometer](#)

Dépêche No. 743 d'Afrobarometer | 6 décembre 2023